

Crise des prix de l'énergie : FO propose, elle, des mesures immédiates !

INFO MILITANTE Publié lundi 20 avril 2026 par [Valérie Forgeront](#), [L'inFO militante](#)



© C.CASABIANCA/REA

Les spécialistes le murmurent déjà, la crise des prix des énergies pétrolières, conséquence de la guerre menée au Moyen-Orient, déclenchée le 28 février, menace d'être largement plus rude que celle due au choc pétrolier de 1973. Alors que la planète vit au rythme de l'envolée des prix du baril de pétrole et que les prix à la pompe pulvérisent des records, le gouvernement a décidé fin mars d'un plan d'aides ciblées de 70 millions d'euros – pour la pêche, l'agriculture et certains transports –, ainsi que d'un élargissement de l'octroi du chèque énergie. Aucune mesure générale n'a toutefois été annoncée, alors que le coût des énergies pèse sur les porte-monnaie, cela dans un contexte de pouvoir d'achat déjà mal en point. Le 7 avril, à l'issue d'une réunion entre les cinq organisations syndicales représentatives et des membres du gouvernement, FO déplorait une réunion « *sans réponse à l'urgence. Aucune annonce concrète n'a été faite. Aucun engagement n'a été pris* ». Le discours gouvernemental est « *en décalage avec la réalité sociale* ».

Les revendications salariales font l'unanimité

FO, seule organisation à faire « *des propositions précises, immédiates et opérationnelles* » lors de cette réunion, a demandé entre autres un prix de carburant plafonné à 1,5 euro le litre. Pouvoir faire face à l'inflation renvoie au salaire, insiste encore la confédération qui milite pour « *des augmentations de salaires immédiates, du point d'indice, du Smic. Une revalorisation des titres-restaurant à 20 euros, une augmentation de la prime carburant, une*

augmentation de la prime de transport, de l'indemnité kilométrique et une prise en charge pérenne à 75 % des transports en commun ». De nombreuses structures de l'organisation (FGTA-FO, FO-Com, FEC-FO, FNEC FP-FO, FO-Fonction publique, le syndicat de Solocal, d'Interforum...)

ont elles aussi exigé des mesures générales et en urgence. Le

gouvernement, qui vise un déficit public ramené cette année à 5 % du

PIB, voire moins, a présenté le 10 avril un plan (pour 10 milliards d'euros par an contre 5,5 actuellement) pour.. booster l'électrification du pays d'ici 2035. Et ce sera sans « *argent nouveau* », a indiqué le Premier ministre, mais en réduisant les dépenses sur les énergies classiques et aussi par une réorientation des aides publiques et privées. Est annoncé le développement du leasing social sur les véhicules électriques, des aides à l'électrification pour des professionnels « *gros rouleurs* » (aides-soignantes, infirmières, artisans...), pour les entreprises aussi, l'interdiction des chauffages au gaz dès la fin 2026 dans les logements neufs (dans les logements sociaux en 2050). Aucune mesure immédiate donc n'est annoncée, ni sur les salaires, ni pour un soutien au pouvoir d'achat. Or, pour FO, « *les travailleurs ne doivent pas payer la facture* ».

L'inFO militante

L'article que vous êtes en train de lire est tiré de la revue « L'inFO militante », le bimensuel de la confédération Générale du Travail Force Ouvrière. [Consulter les articles](#)

VALÉRIE FORGERONT

Journaliste à L'inFO militante

L'INFO MILITANTE

Le bimensuel de la Confédération

[#Carburant](#) [#Chèque énergie](#) [#Crise énergétique](#) [#Inflation](#) [#Point d'indice](#) [#Prime transport](#) [#Smic](#)

Partager cet article :      

Sur le même sujet